

IRAK

Au moins 34 morts dans un attentat suicide contre un barrage routier

Un kamikaze a fait détoner un minibus bourré d'explosifs au milieu d'une file de voitures à un barrage policier au sud de Bagdad, tuant 34 personnes, dernier épisode en date des violences qui ensanglantent le pays à moins de deux mois des législatives. Cet attentat intervient au lendemain de déclarations du Premier ministre Nouri al-Maliki accusant l'Arabie saoudite et le Qatar de déstabiliser son pays en fournissant un soutien politique, financier et médiatique aux insurgés.

Cinq policiers, deux femmes et cinq enfants ont été tués dans l'attentat qui s'est produit à une heure de grande affluence, à l'entrée nord de la ville de Hilla, à 95 km au sud de Bagdad, selon des sources médicales et de sécurité.

Au moins 167 personnes ont été blessées par l'explosion, dont Salam Ali, touché à la poitrine et à une main.

«J'ai vu un feu énorme recouvrir tout le barrage et les voitures autour» se remémore-t-il sur un lit de l'hôpital de Hilla.

«Beaucoup de gens n'ont pas pu s'extraire de leur voiture car la pression causée par l'explosion a bloqué leurs portières», ajoute-t-il.

«Certaines des victimes ont été brûlées vives à l'intérieur de leur véhicule», a confirmé un officier de police.

Kadhem Abdelhussein, 18 ans, raconte avoir vu les parties métalliques qui constituaient la structure du barrage éparpillées à plusieurs dizaines de mètres du lieu de l'attentat.

La chaîne de télévision publique Al-Iraqiya a affirmé que deux de ses employés, Mouthanna Abdelhussein et Khaled Abed Thamer, ont été tués dans l'attaque.

Dans le reste du pays, cinq personnes ont perdu la vie dans différentes attaques hier, dont deux soldats abattus à un barrage à Abou Ghraïb, à l'ouest de Bagdad. Et un colonel de police et deux policiers ont péri dans différentes attaques au nord de Bagdad. Dans un entretien diffusé samedi soir, le Premier ministre Nouri al-Maliki a accusé l'Arabie saoudite et le Qatar

d'être responsables de la multiplication des attentats. Les violences dans le pays, qui partage une longue frontière avec l'Arabie saoudite, sont essentiellement alimentées par le ressentiment de la minorité sunnite face au gouvernement dominé par les chiites, et par le conflit en Syrie voisine.

Mais M. Maliki a assuré que ces accusations étaient alimentées par «des personnes sectaires liées à des agendas étrangers, avec une incitation saoudienne et qatarie», et accusé Doha et Ryad d'être «les premiers responsables des violences entre communautés, du terrorisme et de la crise de sécurité en Irak».

Alors que les attentats se multiplient, le mois de février ayant vu deux fois plus de morts qu'en février 2013, M. Maliki a adopté une position intransigeante à l'approche des élections législatives prévues le 30 avril. Il a ainsi plaidé pour des opérations de sécurité contre les insurgés et pour une plus grande coordination internationale contre ces mouvements.

En janvier, le Premier ministre avait déjà dénoncé des pays arabes «diaboliques» et «traîtres», mais il s'était jusqu'à présent refusé à accuser directement des Etats en particulier.

Les tensions entre Ryad et Doha sont pourtant vives. Si l'Arabie saoudite et le Qatar soutiennent tous deux la rébellion syrienne, les monarchies du Golfe, menées par Ryad, ont rappelé mercredi leurs ambassadeurs à Doha pour dénoncer le soutien du Qatar à la montée islamiste dans la région.

Cette rare attaque directe du Premier ministre à l'encontre des puissances sunnites du Golfe intervient alors que les autorisés ne parviennent pas à mettre un terme aux attaques quotidiennes visant civils et forces de l'ordre.

Depuis le début 2014, plus de 1 850 personnes ont été tuées, dont plus de 150 en mars, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources médicales et des services de sécurité.

LIBYE

Un pétrolier nord-coréen toujours à quai pour un chargement «illégal»

Des rebelles autonomistes continuaient hier à charger du brut sur un pétrolier battant pavillon nord-coréen dans l'est de la Libye, ignorant les menaces des autorités qui dénoncent un «acte de piraterie», selon la Compagnie nationale de pétrole (NOC).

Ces hommes armés, qui faisaient partie des gardes des installations pétrolières libyennes, se sont rebellés contre les autorités de transition, bloquant les terminaux et réclamant une autonomie de la région orientale au sein d'un système fédéral et une meilleure répartition des revenus pétroliers.

Agissant hors du cadre de l'Etat, ils ont entamé samedi l'opération de chargement de leur première cargaison de brut au port d'Al-Sedra, où le pétrolier battant pavillon nord-coréen «Morning Glory» a amarré samedi matin.

«Le navire est toujours dans le port. Le processus de chargement est en cours», a déclaré le porte-parole de la NOC, Mohamed al-Hrairi. Le chargement du pétrole devrait durer jusqu'à la fin de journée, le navire ayant une capacité de 300 000 à 350 000 barils, a-t-il précisé. M. Hrairi a dit n'être pas en mesure de donner des détails sur le plan envisagé par les autorités pour empêcher le navire de partir avec sa cargaison.

«C'est la mission du ministère de la Défense et de l'armée», a-t-il dit. Les autorités libyennes avaient menacé samedi de bombarder le navire avant qu'il n'entre dans les eaux internationales.

«Le procureur général a donné l'ordre d'arrêter le navire», avait dit samedi le Premier ministre Ali Zeidan, menaçant de bombarder le navire s'il n'obtempère pas.

Mais hier, le ministère de la Défense a ordonné au chef d'état-major, à la marine et aux forces de l'armée de l'air de «traiter avec ce pétrolier qui est entré dans les eaux libyennes sans accord préalable des autorités libyennes légitimes», selon l'agence officielle Lana. Selon des sources militaires, l'objectif est d'intercepter le navire avant qu'il ne quitte les eaux libyennes.

Depuis la chute du régime du colonel Maammar El-Gueddafi en 2011 après une rébellion de huit mois, la Libye est confrontée à une forte instabilité politique, des tendances séparatistes et à des violences incontrôlées dans un contexte de prolifération des armes, qui empêchent tout essor économique.

APS

SAHEL

Les non-dits

La visite effectuée, à partir du 18 février 2014, par le souverain marocain Mohammed VI dans quatre pays d'Afrique subsaharienne intervient à un moment précis où la région du Sahel connaît une tension persistante marquée par le soulèvement armé d'une partie de la population de la partie nord du Mali et du Niger, l'émergence de groupes djihadistes, renforcés en hommes et en matériels par la chute du régime de Mouammar Kadhafi, en 2011, en Libye, et l'intervention de certains Etats de la région (Cédéao) et d'une puissance européenne, la France.

La tournée programmée du roi du Maroc dans quatre Etats africains n'est, en soi, pas une nouveauté. Certainement conscient que la politique de la chaise vide pratiquée à l'OUA et ensuite à l'Union africaine par le Maroc, suite à la décision de retrait en date du 12 novembre 1984 prise par son père, le défunt roi Hassan II, deux années après l'admission de la RASD à l'OUA, en 1982, était un obstacle pour la promotion des intérêts politiques et économiques du pays dans le continent, le nouveau monarque tente, depuis les premières années de son accession au trône — le 23 juillet 1999 — d'impulser une nouvelle dynamique aux relations maroco-africaines. Il l'a déclaré à plusieurs reprises, notamment lors du sommet de l'Elysée pour la paix et la sécurité, le 6 juin 2013 : «Nous avons placé l'Afrique au cœur de notre politique extérieure et avons fait le choix délibéré, naturel et stratégique en faveur d'une coopération solide Sud-Sud et triangulaire qui se traduit par la mise en œuvre de projets concrets au bénéfice de plusieurs pays du continent.» D'ailleurs, un quotidien marocain rappelait récemment, qu'au lendemain de son accession au trône, le jeune roi avait annoncé en 2000, lors du sommet Europe-Afrique, tenu au Caire, l'annulation de la dette des pays africains les moins avancés et l'exonération totale des droits de douane de leurs produits exportés au Maroc. Cette déclaration souligne l'ambition du monarque de «rattraper le temps perdu.»

Aux déclarations s'ajoutent les visites officielles dans des pays africains francophones dont certains, comme le Sénégal et le Gabon, sont ses plus fidèles alliés s'agissant de la question du Sahara occidental. Parallèlement, les tournées africaines sont étoffées par la signature de nombreux accords de coopération, soutenus par un véritable déploiement d'entreprises publiques et privées qui s'engagent à travers des projets qui sont soit entièrement financés par l'Etat marocain et touchant essentiellement des secteurs sociaux (santé, éducation, affaires religieuses, formation professionnelle, logements sociaux...) soit en partenariat associant le secteur privé marocain, en majorité dans les secteurs économiques et techniques (industrie de transformation, cimenteries, télécommunication, agriculture, BTP...). Parmi les visites de Mohammed VI, signalons la tournée de 13 jours effectuée en juin 2004 au Bénin, Cameroun, Gabon,

Niger et Sénégal. Le Ghana et le Mali étaient aussi initialement prévus. Mais la visite dans ces deux pays avait été annulée en raison de leur reconnaissance de la RASD.

Par ailleurs, le roi Mohammed VI avait assisté, le 19 septembre 2013, à l'investiture du président malien Ibrahim Boubacar Keita et y avait prononcé un discours. Pour la presse marocaine, cette visite a «...consacré l'engagement avéré du Maroc aux côtés du Mali et au-delà, en faveur de ses partenaires du Sud».

C'est dans ce contexte qu'intervient la tournée de Mohammed VI, prévue dans quatre pays africains à compter du 18 février 2014. Deux visites officielles au Mali et en Guinée Conakry et deux visites de travail et d'amitié en Côte d'Ivoire et au Gabon, selon un communiqué du ministère de la Maison royale, du Protocole et de la Chancellerie.

La première visite a eu lieu au Mali, du 18 au 23 février 2014, et la deuxième en Côte d'Ivoire, du 24 au 28 du même mois. Le souverain s'est rendu en Guinée Conakry du 3 au 5 mars courant. Le 6 de ce mois, il entame sa sixième visite au Gabon où il se sentira un peu chez lui eu égard à l'intensité des relations entre ces deux pays depuis l'époque où Hassan II et Omar Bongo prési-

daient aux destinées du Maroc et du Gabon. Dans les trois premiers pays, le roi a inauguré un certain nombre de chantiers financés et à réaliser soit par l'Etat marocain, soit en partenariat associant les entreprises publiques ou privées marocaines et signé des accords de coopération dans différents secteurs d'activité socioéconomique.

Par ces temps de crise au Sahel, le volet religieux s'avère, pour le Maroc, un «produit»

d'exportation peu coûteux et à forte symbolique dans cette région majoritairement musulmane.

C'est à grand tapage médiatique que les autorités marocaines mettent en exergue «l'aura» du monarque en Afrique subsaharienne qui lui proviendrait de son statut de «commandeur des croyants». Dans un article intitulé «Maroc l'appel du Sud», le journaliste Youssef Aït Akdim de *Jeune Afrique* souligne que dans ces pays, «les musulmans pieux l'ont accueilli d'abord comme un chef religieux, auréolé du prestige de chérif, descendant du Prophète, selon l'hagiographie royale» in *Jeune Afrique* n° 2771 du 16 au 22 février 2014. De même, ces autorités mettent en exergue le caractère «modéré de l'Islam malékite marocain... dans une région de 190 millions de musulmans où l'islam radical fait bon marché». C'est ainsi que le Maroc s'est engagé à assurer la formation de 500 imams maliens au Maroc et à prendre en charge la construction de nouvelles mosquées et la restauration d'écoles coraniques et de medersas au Mali et en Guinée.

Vues sous cet angle, les différentes visites de Mohammed VI en Afrique francophone s'identifient à une simple stratégie de redéploiement politique et économique du Maroc dans un terrain qu'il a longtemps négligé, voire méprisé — rappelons-nous du qualificatif de «conférence tam-tam» attribué par Hassan II à l'OUA, après l'admission de la RASD. Mais à y regarder de près, cette démarche ressemble à tout sauf à un ballet d